

La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Bulletin mensuel d'information sur les activités de la CADE - Janvier 2009 - n° 117



« Deuxième réunion du Comité d'orientation stratégique de la Cade »



enda europe

Éditorial

Les migrations africaines hors d'Afrique : des idées reçues aux réalités

De tout temps, les migrations ont jalonné l'histoire de l'humanité. Le peuplement de l'Afrique jusqu'à récemment (migrations bantoues par exemple) et la traite esclavagiste ont inscrit la mobilité spontanée et forcée dans l'histoire subsaharienne. Sa densification accélérée actuelle (elle est passée de 180 millions d'habitants en 1950 à 800 aujourd'hui) rend toutefois cette pratique de plus en plus difficile et conflictuelle dans les régions où les autochtones, relativement peu nombreux, rejettent les allochtones (Kenya, Kivu, Côte-d'Ivoire).

Que penser des migrations internationales africaines, objet de toutes les attentions en Europe ? Si l'Afrique subsaharienne tente de résorber ses poches de surpeuplement relatif, c'est d'abord vers ses villes grandes et moyennes, les régions les moins peuplées et les pays relativement privilégiés que ce surplus se déverse, n'en déplaise aux médias d'Europe occidentale focalisés sur Lampedusa ou les îles Canaries. Les migrations africaines vers l'Europe restent dérisoires au vu des déplacements intra-africains. Elles ont pourtant suscité des politiques destinées à en réguler le flux en fonction des faibles capacités d'absorption et d'hospitalité de nos sociétés alors même que le vieillissement aurait dû induire des politiques de plus large accueil. Dans le même temps, on a cherché à utiliser les migrants, leur épargne comme leur envie de retourner au pays, pour produire

de la croissance économique dans leur région d'origine, enrichissement supposé réduire l'attraction des « eldorados » occidentaux. C'est que, comme au Mali, le poids des transferts financiers représente plus que l'aide publique au développement. On déplore toutefois que ces transferts soutiennent la consommation et ne s'investissent pas dans la production. Aussi, tente-t-on par des dispositions d'ordre financier d'encourager un développement solidaire, d'autant que l'aide publique se réduit comme peau de chagrin. Formule-miracle pour politiciens européens à la recherche d'une image ?

Difficile d'arrêter ces migrations hors d'Afrique en raison de leur complexité. Si les départs à l'étranger traduisent un souci d'améliorer le niveau de vie individuel et communautaire, le besoin de prendre ses responsabilités pour des cadets brimés ou de fuir des conditions sociales et politiques non acceptables, elles ne peuvent être le fait, la plupart du temps, que de personnes disposant d'un réseau chez eux et dans le pays d'accueil et de moyens pour surmonter les difficultés d'un « voyage » clandestin risqué. Elles ponctionnent malheureusement les pays de départ d'individus d'âge actif parfois formés (cadres, médecins) au profit de pays attractifs renforçant l'état de sous-développement du pays de départ. Il y a plus de médecins malawites à Manchester qu'au Malawi !

(Suite page 12)

Compte rendu de la deuxième réunion du Comité d'orientation stratégique (COS) de la Cade du 9 décembre 2008



Jean-Loïc BAUDET, Georges COURADE, Philippe MATHIEU, Jacques SCHWARTZ, Alphonse BOYE © CADE

salle ont été complétées par 3 contributions écrites. A noter que de nombreuses personnalités

La deuxième réunion du comité d'orientation stratégique de la Cade s'est tenue le 9 décembre 2008 au Conseil régional d'Île de France. Étaient présents 8 personnalités extérieures et 8 membres du bureau de la Cade à titre d'observateurs. Les discussions en

sollicitées, membres du COS, ont marqué leur intérêt mais n'ont pu se libérer. Cette réunion était présidée par Jean-Loïc Baudet et animée par Georges Courade. Cette synthèse n'est qu'une étape d'un processus permanent de réflexion stratégique.

L'Afrique, la crise et les orientations de la Cade.

L'ordre du jour prévoyait :

- un approfondissement de la réflexion intervenue lors du COS du 11 juin 2008,
- l'analyse de ce qui semble être « un modèle africain » de développement,
- la manière dont la Cade peut remplir ses objectifs.

tions n'étaient pas suffisamment audibles. Or, chaque pays, chaque continent, devra se repositionner dans un contexte différent de celui qu'il connaissait jusqu'à présent et coordonner ses actions. Quelle sera la trajectoire de l'Afrique dans cette nouvelle configuration de l'ordre mondial qui s'annonce et comment tirera-elle son épingle du jeu face au risque de renforce-

tion de la Cade est de savoir quels domaines d'action privilégier avec les moyens disponibles et comment élargir son audience auprès de nouveaux publics.

Les territoires, lieux de dynamiques positives à appuyer

Pour établir un diagnostic sur l'Afrique, il est proposé de prendre en compte le niveau géopolitique global, les sous-ensembles régionaux et les territoires (R. Colin). Comment les différents niveaux territoriaux interagissent-ils l'un sur l'autre et comment soutenir les dynamiques positives dans chacun de ces niveaux ? Au niveau géopolitique global, l'Afrique est bloquée et l'Union Africaine est en crise. Au niveau des sous-ensembles régionaux (Cedeao, Sadec, etc.), on balbutie encore. S'il existe une monnaie commune en Afrique de l'Ouest, il n'y a



Michel LEVALLOIS et Roland COLIN © CADE

Les questions posées qui ressortent de l'introduction du président et de l'animateur sont de deux ordres. En premier lieu, l'Afrique n'a pas été conviée aux nombreux débats provoqués par la crise sans doute parce que ses posi-

tion de la compétition entre les pays ? Mais ce questionnement devra sortir de l'« économicisme » ambiant et prendre en compte ce que l'Afrique a à dire dans les domaines social et culturel.

En second lieu, la préoccupa-

pas de coordination politique. Ces sous-ensembles régionaux sont en compétition. Le niveau de base, les territoires locaux, est un secteur très contrasté où les points d'accroche sont plus évidents. Ses richesses sont à inventorier avec rigueur et objectivité. On pourrait ajouter le niveau national (M. Levallois) mais il est la source de crises et les nations africaines restent encore à construire face au pouvoir des armes et de l'argent (R. Césaire). A cet égard, la problématique des frontières pourrait constituer un beau thème de travail (R. Colin).

Le renouvellement des leaders par le local

L'Afrique souffre de mal gouvernance qui induit de la dépendance vis-à-vis du Nord (M. Colin de Verdière). Ce handicap remonte aux indépendances qui se sont faites au détriment des ensembles



Michel COLIN de VERDIERE © CADE

signifiants, socio-économiques, qui existaient (R. Colin). Il a été en partie compensé par la présence de leaders (Houphouët-Boigny, Senghor) qui ont permis des avancées au niveau des ensembles sous-régionaux comme la création d'une monnaie commune ou en permettant, plus tard, la dévaluation du franc CFA. Mais l'Union Africaine n'a pas encore donné toute sa mesure malgré ses initiatives récentes pour tenter de juguler les crises. Aujourd'hui, les leaders font défaut, ce qui a pour conséquence une application

encore insuffisante d'une véritable démocratie.

Si le diagnostic a une tonalité pessimiste, M. Colin de Verdière relève des raisons d'espérer. Au niveau local, la décentralisation ouvre des perspectives fortes, en permettant l'émergence de leaders susceptibles de constituer une relève politique. Le retour à la campagne préconisé par la Banque mondiale induit un nouveau contrat social entre mondes rural et urbain et une nouvelle géographie du développement (R. Colin). Pour autant, va-t-on arriver à un développement autocentré ? questionne G.

Courade pour qui on devrait sans doute repenser la structure économique des échanges mondialisés pour limiter les effets négatifs des importations concurrentes permises par la libération des échanges. Les acteurs

de ce développement sont à identifier et devraient bénéficier du soutien des gouvernants. La vague de migrants la plus ancienne va retourner au pays: elle a plus d'argent et offre moins de prise à la corruption. Les migrants vont créer de nouvelles entreprises en étant plus à même de drainer les crédits de Bruxelles. Mais ils peuvent connaître des



Raymond CESAIRE © CADE

difficultés d'articulation avec les « poids lourds » qui sont dans les structures en place. Il faut mieux les soutenir et les faire connaître.

Ne plus opposer villes et campagne

Les villes sont-elles porteuses de développement dans les campagnes ? se demande G. Courade. L'urbanisation est-elle porteuse de développement ? La ville est un lieu d'innovation et d'investissement où se crée la modernité et où des leaders s'imposent (M. Levallois). C'est un lieu d'innovation et d'investissement qui dispose des outils de transformation. Elle ne s'oppose plus à la campagne comme au temps du « biais urbain » et entretient de multiples relations avec son espace environnant. La ville est aussi un lieu d'expression politique ; elle est porteuse d'un risque d'explosion sociale partant des universités malmenées

par un investissement insuffisant dans l'éducation (A. Boye) et du mauvais usage des compétences formées en mal d'insertion. Il y a là un problème



Bernadette DENYS et Maurice FAY © CADE

essentiel qui justifierait la remise en question du niveau d'organisation des éducations nationales (M. Fay). Le déplacement des étudiants entre villes et campagnes est aussi porteur de développement dans les campagnes (G. Coutrade).

Atteindre la sécurité alimentaire de manière autonome

La transition démographique est plus lente qu'escomptée. C'est pourquoi il conviendrait de sécuriser les droits de propriété pour garantir la sécurité économique des investis-



Roland PORTELLA © CADE

sements agricoles et urbains pour favoriser le développement économique (J. Schwartz). La montée en puissance des revendications des autochtones au Kenya comme en Côte-d'Ivoire par exemple s'y oppose fortement par la force. Ceci explique que la transition foncière ne fait aucun progrès. Cette insécurité bride les efforts des entrepreneurs et la mobilité générale si nécessaire dans une Afrique aux densités très variables. La crispation sur la terre est liée au contexte de crise qui dure. On ne peut en sortir que par le haut. Qui plus est, rien de durable ne sera obtenu si on ne se préoccupe pas de la souve-

raineté et de la sécurité alimentaire en ces temps de prix alimentaires durablement élevés comme le montre la course aux terres arables des pays à l'étroit sur leurs territoires

(Corée / Madagascar). Aux 18^e et 19^e siècles, en Europe, les progrès agricoles ont précédé la révolution industrielle qui a permis ultérieurement les progrès sociaux. Cette souveraineté alimentaire est à la base du processus de développement, mais elle nécessite une véritable priorité dans les agricultures nationales (D. Touret-Roberget).

L'Afrique se développera en s'appuyant sur sa culture

Chacun s'accorde à reconnaître l'importance de la culture au sens large du terme (manières de voir, création artistique, mais aussi logiques anthropologiques à la base du vivre ensemble et de l'agir) et du rôle qu'elle peut jouer dans la recherche des trajectoires africaines du développement. La littérature constitue dès lors par sa description de l'intérieur des cultures contemporaines l'une des clés pour saisir les bouleversements des sociétés africaines contemporaines (B. Mongo-Mboussa).

A la recherche de formes de développement à l'africaine

Tous les modèles de développement imposés par le « Nord » ont échoué. La diver-



Jacques SCHWARTZ et Alphonse BOYE © CADE

sité des situations, en Afrique, implique une approche socio-économique spécifique. Des combinaisons sont à trouver entre innovation endogène et exogène, entre gestion et relationnel, entre respect des anciens et encouragement des initiatives des jeunes. Au plan économique, des solutions sont à chercher entre renforcement des productions pour le marché local et confrontation au marché international pour exporter, entre intensification de la production et gestion des



Guy PIACKA © CADE

écosystèmes, entre accroissement de la population et régulation démographique, entre villes et campagnes (J-C. Devèze).

Pour M. Colin de Verdière, le modèle du marché commun européen est à envisager dans certains domaines comme la gestion des grands fleuves, l'hydroélectricité ou le riz. Un marché commun du riz serait,

selon lui, envisageable en articulant au niveau régional les activités agricoles et de commerce.

Il est des exemples de réussite dont pourraient s'inspirer les leaders africains pour trouver des solutions aux grandes questions. Parmi elles, le bon usage des ressources dont dispose le continent constitue une des conditions pour que l'Afrique trouve sa place dans un modèle de développement mondial (V. Leroy-Saudubray).

Les domaines d'action à privilégier par la Cade

Le comité a formulé plusieurs préconisations qui révèlent une bonne convergence de vues de ses membres. En ce qui concerne les sujets à aborder, il est suggéré:

↳ de montrer des exemples de réussites (individuelles ou collectives) et des modèles de développement endogènes tout en valorisant les créateurs,

↳ de mettre en valeur ce qui marche, en collaboration avec l'AFD (V. Leroy-Saudubray),

↳ de faire connaître les spécificités africaines,

↳ de faire une place plus importante à la culture sous ses différents aspects en donnant la parole aux acteurs.

En ce qui concerne les modalités d'action et les publics à cibler, il est recommandé :

↳ de faire percoler vers les associations de solidarité internationale, les entreprises grandes ou petites, mais aussi les élus locaux comme nationaux, le savoir accumulé en France sur l'Afrique,

↳ de conduire une action spécifique (pas facile) en direction de l'Assemblée nationale pour corriger sa méconnaissance, voire son désintérêt, de l'Afrique ;

↳ d'améliorer la visibilité de la Cade vis-à-vis des jeunes issus de la migration et de mutuali-



Virginie LEROY-SAUDUBRAY © CADE

ser les initiatives (CADE / associations de migrants),

↳ d'organiser des modules d'éducation au développement, en utilisant les techniques de téléconférences, de partage des réseaux... (V. Leroy-Saudubray).

Toute la question pour la Cade sera de hiérarchiser cet ensemble d'actions en direction de divers publics et de définir leurs contenus et ce qu'elle peut entreprendre à court et à moyen terme en fonction de ses moyens. ■

Philippe Mathieu avec Georges Courade

Le Comité d'orientation stratégique est formé de 49 personnes choisies en fonction de leurs compétences personnelles, pour leurs connaissances de l'Afrique et de la CADE. Ils sont issus de milieux professionnels diversifiés : un ancien Premier Ministre Africain, anciens ambassadeurs, haut fonctionnaires, chercheurs(es), universitaires, écrivain(e)s, experts en développement, journalistes, chefs d'entreprise, représentant(e)s associatifs de la diaspora africaine et des ONG françaises,

A P P E L À B É N É V O L A T

Nous recherchons des bénévoles en activité ou retraités, ayant une expérience éducative dans le secondaire de préférence, pour nous aider dans l'appui et l'échange pédagogique avec les enseignants du secondaire en Afrique et en France (et du supérieur en Afrique).

L'idée est de fournir à des enseignants africains ou français identifiés, connus des membres de la Cade ou des bénévoles, du matériel pédagogique conçu à partir des rencontres-débats et de la documentation disponible à la Cade sur l'Afrique subsaharienne. Il s'agit de donner par ce biais une image objective du continent subsaharien et de rectifier idées reçues, préjugés et mythes tenaces. Le dialogue avec les partenaires identifiés devra partir de leurs besoins et des contreparties qu'ils peuvent apporter (doc, photos, contributions à la lettre, etc.) dans une relation d'égalité.

Cet échange sera à la base de l'appui pédagogique. Ce travail sera réalisé avec l'équipe de la Cade (notamment Georges Courade). En soutenant ces échanges, la Cade espère s'adresser à de nouveaux publics plus jeunes d'enseignants, d'Africains d'Afrique et de la diaspora et de Français travaillant en solidarité avec les Subsahariens et conquérir ainsi la place qui lui revient dans le milieu associatif français.

La CADE

Appuis à l'agriculture vivrière

Depuis quelques mois, l'agriculture vivrière revient, pourrait-on dire, à la mode pour l'Afrique. Elle préoccupe les instances officielles internationales et européennes, les gouvernements africains ainsi que certains organismes privés.

Le public revient

C'est un des premiers objectifs de la Banque mondiale pour 2008 / 2009. De son côté, l'Union européenne a prévu d'accorder un milliard d'euros à ce secteur. Les gouvernements africains réagissent à leur manière. La plupart ont apporté une aide à la production, mais pas aux intrants, pourtant fondamentaux, et ont aménagé les tarifs douaniers sur les importations alimentaires. Le Sénégal a lancé un plan d'aide et demande aux pays du Nord, non de l'argent mais des semences et des engrais. Le Kenya veut consacrer 10 % de son budget à l'agriculture, contre 4,5 % actuellement. Il a déjà investi 165 millions de dollars dans l'irrigation, aidé par la Banque africaine de développement et le Fonds international pour le développement agricole.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a adopté en 2005 sa Politique agricole commune à mettre oeuvre d'ici le mois de mars 2009. Début janvier, lors d'une rencontre à Dakar entre administratifs et organisations paysannes, la composante « Développement

durable des exploitations agricoles » du Programme régional d'investissement agricole (PRIA) a été lancée. Elle comprend la gestion intégrée de la fertilité des sols et le renforcement des services régionaux d'appui aux producteurs. Il a fallu d'abord tirer les leçons des expériences passées et élaborer une approche régionale pour l'amélioration, la restauration et le maintien de la fertilité des sols. L'étude a porté sur dix des quinze pays de la CEDEAO, qui ont des caractéristiques diverses (sahéliens, côtiers, francophones, anglophones...), afin d'élaborer un programme valable pour l'ensemble de la région. La prochaine étape sera le plan d'investissement.

Le privé apparaît

Le secteur privé apparaît de plus en plus dans ce secteur. Les associations regroupant les acteurs de la filière agro-alimentaire, du paysan à l'industriel et au commerçant, incitent à investir. En décembre 2008, une conférence internationale tenue à Paris a regroupé près de 300 personnes venant de 50 pays à l'initiative de plusieurs organisations, dont la FARM (Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde). L'Agence française de développement (AFD), l'Institut national de recherche agronomique (INRA), le Centre international de recherche agriculture et développement (CIRAD), la Commission de Bruxelles étaient présents. Michel Bar-

nier, ministre de l'agriculture, a officialisé le constat que « les producteurs africains n'ont pas profité de la hausse des prix, mais ont pris de plein fouet la hausse des intrants ».

Les causes de la crise alimentaire mondiale, caractérisée par une flambée brutale des prix, suivie maintenant d'une baisse relative, ont été analysées... La principale est la tension entre l'offre et la demande. Depuis plus d'une dizaine d'années, on n'a pas investi dans l'agriculture. Or, la croissance démographique et l'élévation des niveaux de vie ont augmenté la consommation. Lentement les stocks se sont érodés et la demande n'a pu être satisfaite, d'où hausse des prix. La spéculation et les conséquences de la réduction des emblavures alimentaires pour produire des biocarburants s'y sont ajoutées, mais à des niveaux non déterminants. Une grande volatilité des prix s'est installée et durera sans doute autant que les fluctuations des prix du pétrole. Pour faire face à ces perspectives risquées, la conférence a conclu à la nécessité impérieuse d'investissements tant publics que privés ou en partenariat. Comme on l'a vu, ils commencent à se mettre en oeuvre.

Du côté du privé, la FARM, en mai 2008, a lancé une initiative d'aide aux producteurs. 350 familles se sont engagées et leurs perspectives de récolte ont augmenté de 50 à 100 %,

(Suite page 7)



Un exemple de coopération entre le PNUD et la Commission Européenne

Il est trop souvent reproché à juste titre aux organisations d'aide publique au développement d'agir indépendamment les unes des autres pour ne pas saluer l'initiative de concertation entre le PNUD et la Commission européenne en Afrique de l'Ouest. Pour la deuxième fois en 2008, ces deux institutions se sont retrouvées à Dakar les 9 et 10 décembre derniers pour échanger sur les thèmes de la gouvernance démocratique et du changement climatique en vue de renforcer leur coopération.

- En matière de gouvernance démocratique, les travaux ont porté sur le processus électoral, la gouvernance financière et la fragilité des États.
 - ↳ Compte tenu des vocations propres à chaque institution mais aussi de leur intérêt commun à la réussite des élections, il a été convenu de renforcer la coopération sur la base d'un cadre d'analyse conjoint et de suivi rapproché technique et financier des processus électoraux.
 - ↳ Au plan financier, une coopération sur la définition d'un cadre d'analyse de la planification, des programmations, de la budgétisation (CAPB) devrait permettre de conjuguer les efforts des 2 parties en ma-

tière de renforcement des capacités des administrations.

- ↳ En ce qui concerne la fragilité des États en reconstruction démocratique, les échanges ont porté sur l'importance de consolider les États en mettant l'accent sur leur capacité de gestion.
- Les questions ayant trait au changement climatique et à son impact sur l'environnement, la biodiversité et l'énergie sont considérées de part et d'autre comme un défi majeur pour le développement humain en Afrique de l'Ouest. Aussi a-t-il été convenu de créer un partenariat pour intégrer le changement climatique dans les politiques publiques, de façon à initier des actions d'atténuation et d'adaptation de son impact sur les populations. Le PNUD fera bénéficier la Commission Européenne des travaux / réflexions qu'il a déjà engagés sur le thème en liaison avec le PNUE.

Par ailleurs, l'institution de Bruxelles a manifesté son intérêt pour l'action de sensibilisation aux enjeux du climat en relation avec la lutte contre la pauvreté et les inégalités que l'agence ouest-africaine du PNUD compte mener en 2009 en partenariat avec ENDA. ■

Jean-Loïc Baudet

(Suite de la page 6)

la production assurera les besoins alimentaires de 22.000 personnes. En vue de la campagne 2009, elle envisage d'appuyer 8 à 9 projets suffisamment à temps pour que les paysans puissent commander les engrais et les matériels nécessaires. Ils se situeraient au Bénin, Burkina-Faso, Mali, Niger, Madagascar, Sénégal, Tchad, Togo.

Ces efforts d'origines diverses devraient permettre une revitalisation de l'agriculture pour que ces pays soient en état de profiter des conclusions optimistes d'un organisme canadien présent dans la région. Selon le CECI (Centre d'étude et de coopération régionale), la crise alimentaire peut favoriser l'agriculture en Afrique de l'Ouest, à condition de mieux organiser la politique agricole.

Le CECI intervient en tant que conseiller en commercialisation auprès de 8.000 riziculteurs au Sénégal. Leur riz est concurrencé par les productions asiatiques, pour son prix et sa qualité, mais il est plus nutritif. Or le coût élevé des importations donne sa chance aux producteurs locaux, qui envisagent d'ailleurs d'exporter d'ici deux ou trois ans. ■

Robert Ginésy

Jean Clauzel nous a quittés ...

●●● discrètement, simplement, comme celui qui rentre chez lui, sa tâche accomplie. Nous étions nombreux à Saint-Médard le 9 janvier pour lui dire adieu, confrères de l'Académie des sciences d'outre-mer, amis de l'association des « Colos », de la Rhala, d'AROM, des Amis de la Mauritanie, de la CADE. Tous nous étions conscients que nous perdions un ami et que disparaissait un homme de devoir et un vrai ami de l'Afrique. Car « servir » son pays et l'Afrique fut le fil conducteur de sa vie.

Ce jeune Parisien qui sortit breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer en 1943, marqué par la personnalité de son directeur Robert Delavignette, a d'abord servi dans l'armée de la Libération, ce qui lui a valu de recevoir la croix de guerre 39-45. Puis, pendant douze ans, de 1946 à 1958, à Goundam, Kidal, Tombouctou, Gourma-Rahous, à nouveau Kidal, il a connu l'envoûtement de la boucle du Niger, celui du Soudan encore féodal. Il a vécu intensément sa vie d'administrateur, efficace, respectueux de ses administrés dont il s'est attaché à apprendre la langue, à connaître la culture et l'environnement. Avant de rentrer en France pour une nouvelle carrière, exigée par la décolonisation de l'Afrique noire, sur laquelle en 1995 il écrira, pour Hatier, un petit précis, il eut la chance d'être nommé adjoint au sous-préfet de Tamanrasset, dans l'éphémère département des Oasis. Il ne pouvait souhaiter plus bel adieu à sa vocation initiale.

Pendant 27 ans, de 1962 à 1989, il a été le loyal représentant des gouvernements de la République, ceux du général de Gaulle, de Georges Pompidou, de Valéry Giscard d'Estaing et de François Mitterrand. Comme sous-préfet dans la Manche et en Seine-et-Marne, comme préfet du Territoire de Belfort, des Hautes-Pyrénées, de l'Essonne, puis comme préfet des régions Picardie, Aquitaine, Nord - Pas-de-Calais et Provence - Côte-d'Azur, il a participé aux grandes mutations économiques, sociales et politiques de notre pays. Cette belle carrière lui valut les cravates de commandeur des ordres nationaux du Mérite et de la Légion d'honneur.



Jean CLAUZEL le 12 juin 2007 à la CADE © CADE

Il vécut sa retraite administrative comme une réconciliation de ses deux carrières d'administrateur et de membre du corps préfectoral. D'abord en acceptant des missions pour le ministère de la Coopération, pour l'Institut international d'administration publique, pour la recherche scientifique pour le développement, pour les programmes d'aide au développement de la région Île-de-France. Il put ainsi nouer et renouer des liens de coopération avec les pays africains, auxquels il était resté fidèlement attaché et auxquels il était heureux de pouvoir se consacrer à nouveau. Il leur était très reconnaissant des cours que lui demandèrent leurs écoles nationales d'administration. Il resta très proche de ses anciens administrés touaregs de Kidal - il nous disait que tous les matins, via Internet, il prenait connaissance de leur presse -. Il les aidait de toutes ses relations, de toute son expérience. Il fut leur avocat auprès des autorités maliennes et il fut appelé à plusieurs reprises comme médiateur et acteur de paix.

Sa retraite administrative fut aussi pour lui le temps de l'écriture au service de la mémoire et

de l'Histoire. Il consigna tout ce qu'il avait pu recueillir comme informations sur la faune, la flore, les populations des cercles et subdivisions du Haut-Niger et du Sahara où il avait servi, estimant qu'elles constituaient un patrimoine qui devait être sauvegardé. Il avait la hantise que l'histoire fasse oublier que lui et ses « camarades » de l'École Nationale de la France d'Outre-Mer, avaient exercé leur métier pour servir leur pays, comme un sacerdoce au service des plus pauvres et comme une exceptionnelle rencontre humaine.

Aussi entreprit-il de livrer aux historiens ses souvenirs d'administrateur et de commandant de cercle; ce qu'il fit dans « *Administrateur de la France d'outre-mer* », aux Éditions Jeanne Lafitte à Marseille en 1989, dans « *Nomades et Commandants* », en collaboration avec des amis sahétiens et sahariens, chez Karthala en 1993, dans un roman « *L'homme d'Amekessou* » chez Ibis-Presses en 1998. Enfin, il entreprit, avec un petit groupe de « camarades » qu'il dirigea, de recueillir les témoignages des administrateurs et des magistrats d'outre-mer. Il eut la grande joie de voir sortir chez Karthala, en 2003 « *La France d'outre-mer (1930-1960)* », un ouvrage de 878 pages qui fut reçu par les histo-

riens universitaires comme un ouvrage de référence. Jean Clauzel avait rempli, avec un sentiment aigu de l'urgence, son dernier devoir. C'est ce sens du service et cette fidélité à l'Afri-



Jean CLAUZEL à notre rencontre-débat du 17 décembre 2008 © CADE

que qui firent de lui un des membres fondateurs de la CADE et un de ses membres les plus actifs. Il croyait profondément à l'avenir de l'Afrique, il avait foi en ses hommes et en ses femmes. Et il espérait de toutes ses forces qu'après

la décolonisation, la liquidation de la Françafrique et l'apparition de la mondialisation, nos concitoyens resteraient assez lucides et généreux pour croire en une nouvelle coopération, pour bâtir un vrai partenariat avec nos anciens « administrés » africains.

La CADE perd un ami et un de ses piliers. Il nous laisse un exemple et une mission à poursuivre. ■

Michel Levallois



Ce qu'ils ont dit !

«...En Afrique, compte tenu de l'urbanisation, il faudrait créer 30.000 emplois par an par million d'habitants. Les discours autour de l'éradication de la petite paysannerie au profit d'une agriculture à grand échelle et modernisée font donc fausse route, car ils impliquent la disparition de millions d'emplois et l'accélération de l'exode rural, sans contrepartie de création d'emplois en ville ...»■

Nicolas Bricas, chercheur au CIRAD, interrogé par La Croix du 26 janvier à l'occasion du sommet de l'ONU à Madrid sur la sécurité alimentaire

Première opération d'envergure du CNRS en Afrique

Construire un outil scientifique interdisciplinaire efficace entre chercheurs du Sud et du Nord qui permette de répondre aux questions posées en Afrique de l'Ouest par les transformations environnementales et leurs impacts sanitaires et sociétaux, c'est l'objectif de l'Unité Mixte Internationale (UMI) « Environnement, Santé, Sociétés » (ESS). Sa convention de création a été signée à Paris, le 15 janvier dernier, par Catherine Bréchnignac, présidente du CNRS, Basile Guissou, délégué général du Centre National de la Recherche Scientifique et Technique (CNRST) de Ouagadougou (Burkina-Faso), Abdou Salam Sall, recteur de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal), et Ginette Siby Bellegarde, recteur de l'Université de Bamako (Mali). Directeur de cette UMI, et par ailleurs président du Conseil scientifique du CNRS, l'anthropologue Gilles Boetsch esquisse le profil de cette structure qui représente une « première » sur le continent africain.



© Nicole TIGET.CNRS

Propos recueillis par **Jean-François Desessard**, journaliste scientifique.

Jean-François Desessard - Comment est née l'idée au sein du CNRS de créer cette Unité Mixte Internationale en Afrique de l'Ouest ?

Gilles Boetsch - Il suffit de se pencher sur la carte des coopérations scientifiques à l'étranger du CNRS qui, rappelons-le, est le premier organisme de recherche en France et en Europe, pour constater que si celles-ci sont présentes, certes à des degrés divers, en Europe, en Amérique et en Asie, en revanche, elles sont inexistantes dans la partie sub-saharienne du continent africain. Cette situation n'est pas admissible au regard de l'histoire commune entre la France et cette partie du monde. Dans ce contexte, nous étions plusieurs chercheurs depuis longtemps à estimer qu'il était nécessaire de créer une structure de recherche spécifique en Afrique de l'Ouest. D'où l'émergence d'un débat interne au sein du CNRS, débat qui n'a pas toujours été facile. Par chance, Catherine Bréchnignac a soutenu le projet dès le début et n'a pas ménagé ses efforts pour convaincre.

J.F. D - Quels sont les objectifs de cette UMI ESS ?

G.B - Nos collègues africains sont nos homologues. Dans cette logique, notre idée est de développer une communauté scientifique en Afrique pour répondre, non pas aux problèmes spécifiques des populations africaines, mais à des problèmes scientifiques qui intéressent tous les chercheurs, quel que soit leur pays d'origine. Imaginez par exemple que dans le cadre du changement climatique, la température moyenne de la planète augmente de 3° C. Des maladies dites « tropicales » ne tarderont pas à apparaître

dans des régions de la planète situées plus au nord. Autrement dit, à l'ère de la globalisation, pays du Sud et du Nord sont confrontés à des problématiques communes. C'est la raison pour laquelle l'UMI ESS va s'intéresser plus particulièrement aux problèmes d'environnement, de santé et de sociétés, et plus encore aux relations, voire aux interactions, entre les trois. Aussi allons-nous devoir travailler au niveau local pour pouvoir disposer d'exemples, mais dans une logique visant à construire des modèles globaux.

J.F. D - Comment est structurée cette UMI ESS et de quelle façon va-t-elle fonctionner ?

G.B. - L'originalité de cette unité est d'être présente sur quatre pôles géographiques situés à Marseille, Ouagadougou, Bamako et Dakar, avec une direction tournante qui va d'abord s'installer à Dakar, pour une durée de quatre ans. Autre particularité, sa co-direction franco-africaine, assurée par un directeur assisté des responsables des quatre pôles géographiques. Ce que nous souhaiterions est que chacun des quatre pays partenaires puisse y affecter de 6 à 10 chercheurs, de façon permanente. Cette unité qui pourrait donc atteindre, à terme, une quarantaine de personnes, accueillera aussi des chercheurs associés, mais également des doctorants et des post-doctorants. Notre but est en effet de former des jeunes chercheurs pour que la recherche prenne un essor décisif dans les pays du Sud.

Quant aux programmes de recherche qui seront développés au sein de l'unité, ils s'articuleront autour de cinq thématiques interdisciplinaires : « Pollution,

santé et société », « Environnement, santé et société », « Pathocénoses, dynamiques sociales, préventions et sociétés », « Espaces techniques de soins et sociétés », enfin « Modes de vie et santé, influence des migrations et de la transition démographique ». Preuve que la création de l'UMI ESS est donc bien une opération d'envergure du CNRS en Afrique comme l'a rappelé la présidente Catherine Bréchnignac lors de la signature de la convention de création de cette unité. ■

NDLR : Il existe en dehors du CNRS, trois autres institutions françaises de recherche qui ont des équipes permanentes de recherche en Afrique subsaharienne : l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), le Centre International de Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad) et l'Institut Pasteur. Elles ont vocation à faire de la recherche en coopération avec des équipes africaines, à former de jeunes chercheurs et s'associent souvent à des chercheurs du CNRS au sein d'Unités Mixtes de Recherche (UMR).

Contact : Gilles Boetsch ;
Mel : Gilles.Boetsch@univmed.fr

Dans notre prochain numéro :

Les journées médicales de Dakar

*Voici le texte du message que notre vice-président Henri Senghor adressa le 6 décembre dernier au futur 44^{ème} président des États-unis d'Amérique et qu'il est heureux de porter à la connaissance des lecteurs de **La Lettre**.*

Henri SENGHOR, Ambassadeur Honoraire du Sénégal, Président du CIFER

à

Monsieur **Barack OBAMA**, Président Élu des États Unis

Monsieur le Président,



Je voudrais vous dire tout l'honneur et l'immense fierté que je ressens à m'associer aux hommages qui vous ont déjà été rendus de par le monde à l'occasion de votre succès mémorable et sans précédent à l'élection présidentielle aux États Unis.

Dans cette nuit du 4 au 5 novembre, dans l'attente fiévreuse du choix du peuple américain, je me demandais ce que mon oncle, feu Léopold Sédar Senghor, Premier Président du Sénégal indépendant dont j'ai été l'ambassadeur, le filleul et le confident, aurait pensé du magnifique espoir que vous offrez à l'humanité.

Il m'a suffi alors de choisir cette belle prophétie dans l'oeuvre poétique de ce chantre de l'africanité qui s'est efforcé, sa vie durant, d'incarner l'idée d'une « Civilisation de l'Universel ». Après avoir prédit que "les premiers génies originaux du Nouveau Monde" seront des métis de Noirs et de Blancs, il soulignait "qu'il n'était pas besoin que ce métissage fût des sangs; qu'il suffisait qu'il fût des âmes, informées par la symbiose réalisée par la terre américaine."

Et il concluait que "toute civilisation est de l'âme, étant Esprit" (extrait d'une conférence prononcée à Bahia, en 1964).

Ce que vous annoncez dans vos discours, à travers vos premières initiatives de Président élu, c'est cette Civilisation de l'Universel à laquelle aspirait L.S. Senghor, qu'il contribua lui-même à construire pour les hommes de sa génération, tout juste issus de la domination coloniale.

A l'époque où notre planète a besoin d'un "génie original" pour orienter son destin, je me réjouis que votre pensée puise aux sources de notre millénaire sagesse pour répondre aux défis inédits de l'avenir. Je ne sais pas si l'Afrique est le berceau de l'humanité. En tout cas, vous êtes ce roi Mage que l'on attendait pour lui montrer la route à un moment où elle ne savait plus où aller. C'est cette image pieuse, à la veille de Noël, que je me permets de vous offrir au nom de toute ma famille.

En vous réitérant mes chaleureuses félicitations pour votre brillante élection, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération et de mon profond respect.

Henri SENGHOR

(Suite de la page 1)

Souvenons-nous : l'Europe du XIX^{ème} siècle a migré massivement aux Amériques et cette migration de 100 millions d'Européens était nécessaire. La Chine a connu pareil phénomène avec un retour massif des hauts cadres quand le développement a été amorcé. Aujourd'hui, et en attendant le nécessaire décollage de l'Afrique, les migrations internationales de subsahariens sont une soupape de sécurité indispensable qui va s'accélérer. Et l'Europe grise en a et en aura besoin pour préserver elle-même son niveau de vie et sa protection sociale. Comment ne pas en être persuadé à l'heure où la mondialisation des échanges renforce la polarisation de l'économie entre pays riches et pauvres ? Ceci nous renvoie à favoriser l'appui aux projets de développement portés dans les pays plutôt qu'à dissimuler notre impuissance derrière les actions des migrants qu'il ne faudrait pas entraver bien inutilement. Ainsi va la mondialisation à l'heure du Davos du krach bancaire. ■

Jean-Loïc Baudet, Georges Courade.

Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE)

Association Loi 1901

Président : Jean-Loïc Baudet

Président d'honneur : Michel Levallois

Vice-présidents : Raymond Césaire, Georges Courade,

Xavier de Franssu, Henri Senghor

Secrétaire générale : Claudie Lasserre,

Trésorier : Philippe Mathieu

La Lettre de la CADE

Directeur de publication : Jean-Loïc Baudet

Comité de rédaction : Raymond Césaire, Robert Ginésy,

Michel Levallois, Philippe Mathieu,

Denyse de Saivre, Henri Senghor, Jean Brice Simonin.

Mise en page et maquette : Sara Desessard

Crédits photos RD : Jean Brice Simonin

La CADE : 5 rue des Immeubles Industriels 75011 Paris, FR.

Tél.: 01 43 48 14 67 / Fax : 01 44 93 87 50

Courriel : endacade@wanadoo.fr

Site : www.afrique-demain.org

Partenariat CRDP de Rouen et Université du Havre

L'Afrique en mouvement

Les conférences tenues l'année précédente à l'Université du Havre ont fait l'objet d'une journée de formation permanente des enseignants du 2^{ème} degré du Rectorat de Rouen, le 4 février à Rouen.

CRDP de Haute-Normandie : <http://crdp.ac-rouen.fr/crdp76/>

CDDP de Seine-Maritime : <http://cddp76.ac-rouen.fr/>



Agenda de la Cade

**Rencontres-débats à l'ENA
de 17 h 45 à 19 h 45**



Cycle « Lieux et territoires de mobilisation des ressources futures »

- **Mardi 10 février** : « Le quartier citadin : cohabitation, congestion et ségrégation », avec **Philippe Antoine, Guillaume Josse et Abdoulaye Diagana.**
- **Jeudi 19 mars** : « La cité africaine, lieu de dynamisation des capacités de développement ? »
- **Mardi 21 avril** : « Tensions politiques et fractures sociétales en période de récession, regards croisés sur le Kenya et la Côte d'Ivoire »
- **Mardi 19 mai** : « Les échanges ville-campagne et le réaménagement des territoires »
- **Jeudi 25 juin** : « La maîtrise des échanges et la mobilisation concertée de ressources des villes et des campagnes »

A l'Université du Havre



Cycle « L'Afrique en mouvement »

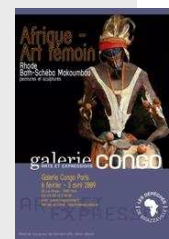
- **Jeudi 5 février** : « *L'Afrique subsaharienne face au VIH/sida* », avec Jeanne-Marie Amat-Roze, géographe, professeur, Université Paris 12, de 18 à 20 heures.

Annonces



Expositions

- **Afrique Art témoin** du 6 février au 3 avril 2009. Galerie Congo—38, rue Vaneau Paris 7^{ème} Tél. 0145 51 09 80
- Exposition **Camara Guèye à Paris**, du 2 au 15 février 2009 au à l'Atelier 213, Paris 12^e. Métro : Faidherbe-Chaligny



Le "Rendez-vous Mensuel du Cinéma Lusophone"

- **Vendredi 13 février 2009 à 20H30** : Festival Dockanema (Maputo) présentera un programme de films tournés par l'Institut National du Cinéma durant les années qui suivirent l'indépendance du Mozambique, en présence du chercheur Michel Cahen. Programmation détaillée sur le site Internet www.olhoaberto.com

Abonnement à La Lettre de la CADE :



Nom

Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Courriel

Abonnement seul : 30 €, - étudiants : 8 €, - entreprises, collectivités locales : 150 €. Adhésion individuelle à l'Association, comprenant l'abonnement : 45 € Paiement par chèque à l'ordre de la CADE.